

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE

431, rue Philippe Lamour - Zone industrielle - 30600 Vauvert

Références :
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE implanté 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE
- 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement des sous-produits de la viticulture et notamment :

- la production d'alcools par distillation des résidus solides (marcs) et liquides (lies ou vins),
- la fabrication d'engrais et de composts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-006-DREAL du 19/01/2023
- Stratégie de "gestion des eaux de surface"
- Prélèvements d'eau
- Modification : nouveau bac de stockage de lie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi mise en demeure n°2023-006-Dreal	AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1	/	Sans objet
2	Suivi mise en demeure n°2023-006-Dreal	AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1	/	Sans objet
3	Etudes "gestion des eaux de surface"	AP Complémentaire du 10/01/2023, article 2	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 13/08/2019, article 2	/	Sans objet
5	Porter à connaissance stockage de lie	AP Complémentaire du 10/01/2014, article 1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de s'assurer du bon suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-006-DREAL du 19 janvier 2023. Cet arrêté concerne la mise en place d'une alimentation de secours du poste de relevage ainsi que la réalisation d'études sur les équipements des tours aéroréfrigérantes et des chaudières.

L'objectif de la visite a aussi été de faire un point d'étape en ce qui concerne le positionnement futur de l'exploitant en ce qui concerne la gestion des eaux de surface tant en situation accidentelle que chronique, y compris en cas d'épisodes orageux intenses. L'exploitant a justifié d'une stratégie cohérente, en cours de construction avec son bureau d'études, tant sur la séparation des réseaux que sur la limitation des surfaces participant à la charge des eaux de ruissellement.

Enfin, la visite a également porté sur le thème des prélèvements d'eau autorisé (compteurs en place et suivi sur registre informatisé) et sur la déclaration de la mise en place d'un stockage de lie supplémentaire.

Aucun fait non conforme n'a été relevé lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi mise en demeure n°2023-006-Dreal

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) dont le siège social est situé Z.I. Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions : - de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ; [...] <i>Article 2 de l'arrêté préfectoral n°21-001-DREAL du 7 janvier 2021:</i> <i>"[...] En cas d'impossibilité technique justifiée de disposer d'un dispositif de drainage passif, l'écoulement vers la rétention déportée associée peut être constitué d'un dispositif de drainage commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement. Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages. En cas de mise en place d'un dispositif actif, les équipements nécessaires au dispositif (pompes, etc.) sont conçus pour résister aux effets auxquels ils sont soumis. Ils disposent d'une alimentation électrique de secours et, le cas échéant, d'équipement empêchant la propagation éventuelle d'un incendie [...]"</i>
Constats : Ce point fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 26 octobre 2022 et concerne le constat de la non mise en place d'une alimentation électrique de secours sur les équipements nécessaires au dispositif de relevage actif assurant le confinement des eaux. Lors de la présente visite, l'exploitant justifie de la commande d'un groupe électrogène pour la station de traitement des effluents (devis EIB n°801 du 26/01/2023 signé du 17/02/2023 et facture d'acompte EIB n°FV02517 du 14/03/2023). A date, l'installation est prévue effective avant le 19 juillet 2023, soit avant l'échéance imposée des 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, TAR et Chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'USCA UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANEE (UDM) dont le siège social est situé Z.I. Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, est mise en demeure de se conformer aux dispositions : [...] - de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Arrêté préfectoral n°2021-068-DREAL du 27 septembre 2021 Article 2 – Mise à jour du volet « gestion des eaux de surface » de l'étude d'impact</p> <p><i>L'exploitant complète et met à jour l'étude d'impact sur le volet « gestion des eaux de surface » du site tant en situation accidentelle que chronique en faisant appel à un organisme tiers compétent. Ces compléments et mises à jour comprennent notamment :</i> [...] - <i>les mesures de contrôles et de traitement de ces effluents, en particulier pour les purges des TAR et des chaudières en application des arrêtés ministériels correspondants, mises en œuvre et leur état de fonctionnement ;</i> [...] <i>Dans le cadre de cette mise à jour, l'exploitant procède au recollement de ses installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site.</i></p> <p>Constats : Ce point de contrôle fait suite à la visite d'inspection "eaux de surface" du 26/10/2022 où l'inspection relève que l'exploitant n'a pas intégré dans les études transmises tous les points relatifs aux purges de chaudières et de TAR tels que précisés dans l'arrêté préfectoral du 27/09/2021 à savoir : - descriptif détaillé des purges des chaudières, mesures de contrôles et de traitement en application des arrêtés ministériels correspondants, leur mise en œuvre et leur état de fonctionnement ; - recollement des installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes » par rapport au volet « gestion des eaux » des arrêtés ministériels correspondants s'appliquant sur son site, et le plan d'actions de l'exploitant en découlant.</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant précise réaliser en interne la description des purges des chaudières, mesures de contrôles et de traitement en application des arrêtés ministériels correspondants, leur mise en œuvre et leur état de fonctionnement ainsi que le recollement des installations « chaudières » et « tours aéroréfrigérantes ».</p> <p>Le rendu de l'étude est programmé pour avant le 19/07/2023, soit avant l'échéance imposée par l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant complète et transmet à l'inspection sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les études réalisées depuis 2020 sur le volet gestion des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.</p> <p>Ces compléments comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse spécifique sur la séparation des eaux pluviales / eaux de procédés avec propositions et argumentaires associées ; - une analyse spécifique pour limiter la charge des eaux de pluie par ruissellement avec prise en compte et identification des zones les plus contributrices, suivie de propositions techniques ; - la note technique permettant de justifier la conclusion du bon dimensionnement du réseau de gestion des eaux ; <p>Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection son rapport actant son positionnement futur choisi pour la gestion des eaux de surface, accompagné du plan d'actions adapté en conséquence.</p> <p>Sous 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, un organisme expert en matière de gestion des eaux de surface préalablement proposé par l'exploitant et validé par la DREAL, donne son avis global sur la pertinence et l'efficacité des mesures prévues de façon à permettre l'atteinte de l'objectif d'une gestion maîtrisée des eaux de surface, tant en situation accidentelle que chronique.</p> <p>L'exploitant actualise et transmet à l'inspection sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté son étude épandage depuis la dernière étude de 2002 établie par le précédent exploitant Finedoc, accompagné de l'argumentaire relatif aux suites données aux observations, notamment celles formulées dans les rapports de la MESE à partir de 2018.</p> <p>L'exploitant transmet à madame la préfète du Gard sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté son étude d'impact actualisée sur le volet « gestion des eaux de surface » en conséquence.</p> <p>Sous ce même délai, il fournit un planning de réalisation des différents travaux nécessaires notamment après validation de l'organisme spécialisé susvisé.</p>
<p>Constats : Pour mémoire, suite à l'étude technique pour l'amélioration et la fiabilisation du fonctionnement du poste principal de relevage des eaux usées datée du 20/03/2021, l'exploitant a mené avec son bureau d'études sur 2021-2022 les études suivantes permettant de disposer d'éléments techniques plus précis sur le volet « gestion des eaux de surface » du site, tant en situation accidentelle que chronique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude "reconnaissance des réseaux d'effluents et étude des bassins versants" datée du 16/11/2021 ; - Etude "gestion des eaux pluviales et dimensionnement des ouvrages hydrauliques" datée du 12/07/2022 ; - Etude "qualité des eaux des tours aéroréfrigérantes et gestion des pollutions chroniques et accidentelles" datée du 30/09/2022. <p>La présente visite a permis de faire un point d'avancement concernant les compléments prescrits en ce qui concerne les volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse sur la séparation des eaux pluviales/eaux de process ; - analyse pour limiter la charge des eaux de pluie par ruissellement ; - justification du bon dimensionnement du réseau.

L'exploitant a présenté sa stratégie générale de gestion des eaux en cours d'analyse et sur laquelle il reste accompagné par son bureau d'études avec :

- une séparation des réseaux : les eaux de process, les eaux pluviales souillées ou susceptibles de l'être issues du ruissellement des eaux pluviales sur certaines zones dites "sales", les eaux pluviales "propres" issues des toitures ou du ruissellement des eaux pluviales sur d'autres zones dites "propres", les déversements accidentels ;
- une réduction des volumes d'eaux souillées ou susceptibles de l'être par la couverture des zones les plus génératrices d'eaux souillées, collecte et canalisation des eaux de toitures vers un nouveau réseau pluvial dédié à créer (cette couverture des zones les plus génératrices prévue avec des panneaux photovoltaïques permettrait de limiter les zones souillées à près de 3 hectares contre près de 8,5 hectares imperméabilisés sur site actuellement) ;
- une délimitation de zones pluviales imperméables "propres" afin de pouvoir y collecter les eaux pluviales pour les renvoyer dans le réseau pluvial dédié à créer en veillant aux risques de déversements accidentels pouvant se produire sur ces zones
- un traitement des eaux de process, eaux souillées et déversements accidentels par le process actuel en y rajoutant la mise en œuvre d'un bassin de rétention en gravitaire en cas d'épisodes pluvieux intenses (de l'ordre de 2000m3)
- un renvoi des eaux pluviales "propres" dans le réseau pluvial communal en y rajoutant la mise en œuvre de deux bassins en gravitaire d'eaux propres pour récupérer le surplus en cas de saturation du réseau communal et pour ré-utilisation dans le process (de l'ordre de 1000 et 500 m3).

Ces éléments s'inscrivent pleinement dans les dispositions renforcées prescrites à l'article 2 de l'APC du 19/01/2023. Le rapport final est attendu d'ici le 19/07/2023.

L'exploitant a également proposé lors de cette visite un expert indépendant "Bonheure Conseil" choisi et missionné pour donner son avis global sur la pertinence et l'efficacité des mesures prévues. Ce point n'appelle pas d'observations de l'inspection qui invite l'exploitant à poursuivre l'analyse en ce sens. Cet avis d'expert est attendu d'ici le 19/08/2023.

Il est enfin rappelé à l'exploitant l'échéance au 19/10/2023 concernant trois points complémentaires : l'étude d'épandage, l'actualisation de l'étude d'impact et le planning de réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/08/2019, article 2
Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau autorisés.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Lorsque le niveau de gestion de sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont reportées sur un registre informatisé tenu à la disposition des services de l'inspection des installations classées et de la police de l'eau.</p>
<p>Constats : A noter que lors de la visite, aucun niveau de sécheresse n'était déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement. L'inspection s'est intéressée à la ressource "Canal BRL" - masse d'eau "Le Rhône de Beaucaire au seuil de Terrin et au pont de Sylveréal" - code SDAGE FRDR2009.</p> <p>L'inspection relève 4 points de livraison, en binôme 2*2 "alimentation eau normale / alimentation eau incendie" et localisés sur deux endroits du site sud/nord. Chaque alimentation est équipée d'un compteur d'eau. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un compteur BRL faisant la limite BRL/exploitant.</p> <p>Les 4 compteurs ont été vus sur site lors de la visite. Il est relevé que les deux compteurs sud et nord, sur l'arrivée "incendie" ainsi que les portions de canalisation associées sont dans l'eau. L'exploitant semble découvrir ce point et émet l'hypothèse d'une fuite : il programme de contacter le BRL sur ce point.</p> <p>L'exploitant procède à un relevé hebdomadaire de ces 4 compteurs. Ces relevés sont systématiquement reportés sur un fichier informatique. Le fichier a été consulté lors de la visite. Il n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection. Il est à titre d'exemple relevé par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une consommation de 3 900 m³ sur la semaine S13, volume entièrement dirigé en entrée des filtres avant alimentation usine; - l'usine fonctionne par campagne d'août à juillet, à ce titre sur la campagne en cours il est relevé une consommation de 109 420 m³ depuis le mois d'août 2022, au regard des 174 000 m³/an autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Porter à connaissance stockage de lie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2014, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux plans et données du dossier - modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par application de l'article R512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par mail du 10/11/2022 l'exploitant informe l'inspection de la mise en place d'une nouvelle cuve de 300 m ³ sur le parc de matières premières destinée à recevoir de la lie. L'exploitant justifie du non classement ICPE de la lie et donc de l'absence d'impact du projet sur la nomenclature des ICPE. L'exploitant justifie également l'absence d'effet domino depuis ce stockage ou vers ce stockage notamment avec le parc de stockage voisin SICA. Cette analyse sur les effets domino a été explicitée par mail de l'exploitant du 23/12/2020 dans le cadre de la visite d'inspection "post-Lubrizol" menée en 2020 sur la thématique "rétention liquide inflammable et combustible et risque de propagation incendie". Aussi, en cas d'épandage accidentel sur la zone, la disposition du site permet d'assurer la récupération de tout épandage au niveau du poste de relevage vers la cuve tampon. L'exploitant justifie ainsi de l'absence d'impact tant sur les volets risques accidentels qu'impacts sur l'environnement. En visite, l'exploitant explicite que cette modification est nécessaire pour homogénéiser la lie avant son utilisation en process et précise que le bac sera équipé d'un mélangeur contrairement aux autres bacs de lie présents sur la zone. La demande de modification présentée par l'exploitant n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique ni à la procédure du cas par cas, et l'inspection considère que le projet de modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. La visite sur site a permis de visualiser la localisation prévue du bac. Les travaux de constitution du massif support visant à accueillir le bac sont initiés. Suite à la visite, l'inspection confirme que ces modifications ne sont pas jugées substantielles et qu'elles ne nécessitent pas de compléter les prescriptions applicables au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet